
CRIMES EXÉCRABLES

ARRIVÉS DANS LE POITOU,

Par une révolution extraordinaire de vingt-sept Paroisses , excitée par les Commis aux Aides , dans laquelle un Maire , à qui on a arraché les yeux & les ongles avant de le faire mourir , a été victime de leurs atrocités.

MONSIEUR,

La réputation dont jouit votre journal , & la confiance que le public lui accorde , nous engagent à vous prier d'y insérer un fait de la plus haute importance pour la tranquillité générale. La déclaration que nous venons de faire devant les officiers municipaux de cette ville , contre les commis aux aides , vous mettra au fait des manœuvres criminelles autant que téméraires de ces derniers. Vous jugerez vous même combien il est dangereux & présumable que les commis de tous les autres départemens de la France , se réunissent pour exiter le peuple des campagnes aux insurrections générales , aux guerres civiles , & à faire de la France entière un désert tout couvert du sang de ses malheureux habitans. Pour éviter de si grands malheurs , apprenez avec votre énergie ordinaire , combien ils doivent être en garde contre leurs perfides insinuations , & aux sages de notre assemblée

A

nationale combien on doit se hâter d'en punir les coupables. L'affaire malheureuse qui vient d'arriver ces jours derniers à saint jean d'angely est sans doute le fruit de leurs manœuvres infernales ; vous en êtes sans doute instruit ; vingt sept paroisses des campagnes se sont réunies toutes armées, refusant de payer la dixme, les vingtièmes, &c. Elles se sont répandues dans le pays, & y ont commis les crimes les plus exécrables ; un malheureux maire, à une lieue de cette ville, a été la victime de leurs atrocités. On lui a arraché les yeux & les ongles avant sa mort, & on l'a déchiqueté. Sans de promptes précautions, tout nous menace des plus grands defastres.

Nous avons l'honneur d'être. &c.

Signés, SOULET, PAQUIN, avocat.

Aujourd'hui, trente octobre mil sept cent quatre-vingt-dix, huit heures du matin, pardevant nous maire & officiers municipaux soussignés, à l'hôtel-de-ville, ont volontairement comparu Messieurs Jean-Baptiste Paquin, avocat, & Pierre Soulet, maître de mathématiques & d'écriture, demeurant ordinairement à Paris, savoir : ledit sieur Paquin, rue montmartre, chez le sieur Grosbois marchand limonadier, n°. 259, & ledit sieur Soulet, rue saint honoré, entre celles de la fourdiere & saint roch, maison du teinturier, au premier, lesquels nous ont rapporté que le 27 de ce mois, ayant logé chez Isaac Bergeron, cabaretier & boulanger à Benet, à deux lieues de distance de cette ville & à trois de celle de Fontenay-le-Comte ; que peu de temps après leur arrivée, causant avec la femme & les deux filles dudit Bergeron, & leur ayant demandé s'ils étoient bien contens de la révolution dans ce pays, elles leur répondirent que non, qu'on alloit les inonder d'assignats qui ne valoient rien,

3

que l'assemblée nationale dépensoit plus qu'elle ne valoit, & que le bruit courroit que l'ancien régime alloit revenir, ce qui étoit désiré dans le pays; lesdits sieurs Paquin & Soulet, surpris d'un tel propos, ont fait tous leurs efforts pour tirer ces femmes de l'erreur dans laquelle on paroissoit les avoir plongées; alors elles ont avoué aux comparans que c'étoient les commis aux aides de cette ville de Niort qui, en faisant leurs exercices, ne cessent de leur inspirer ces mauvais sentimens, & notamment la semaine dernière, que les comparans étant à souper, ledit Isaac Bergeron entra avec deux particuliers à eux inconnus, lesquels avouerent également que lesdits commis leur tenoient les mêmes propos & d'autres semblables chaque fois qu'ils alloient audit Benet; qu'animés par leur patriotisme & ne pouvant dissimuler de pareilles tentatives qui pourroient devenir de la plus grande conséquence, & craignant que les autres commis prêchassent une pareille doctrine dans toute la France, ils se sont hâtés d'en venir faire la déclaration pardevant nous, pour valoir & servir ce que de raison, dont ils ont requis acte que nous leur avons octroyé lesdits jour & an, & ont signé avec nous, ainsi signé au registre. &c. &c.

M O N S I E U R,

Vous avez inséré dans le numéro 33 de votre mercure national, une lettre qui dénonce les confesseurs de la ville d'Artonne, qui ont voulu empêcher les habitans d'assister à l'explication des décrets de l'assemblée nationale que fait la société des amis de la constitution; vous avez mis les noms de mes deux confreres qui ont approuvé la déclaration; ils ont été surpris de ne point y voir le mien.

J'ai cependant signé la lettre, & je me fais gloire d'en être l'auteur. Je desre que tout le monde sache que je me suis établi la sentinelle de mon canton ; que j'observe sans cesse les manœuvres des aristocrates ; que membre des Jacobins de Paris, j'y ai puisé ce saint amour de la patrie qui m'embrase, & qui ne s'éteindra dans mon cœur qu'à mon dernier soupir. Eh bien ! moi, qui ai eu le courage de dénoncer les ennemis du bien public, je craindrois de voir mon nom au bas de cette lettre ? Ah ! je frémis d'indignation ; je déclare aux aristocrates, ces vils pignées, que je m'honore d'être leur ennemi, que par-tout je les déclarerai dans l'opinion publique, que je ferai toujours prêt à les dévoiler, comme une furie s'acharne à tourmenter un coupable, & qu'enfin la mort seule mettra un terme à mes persécutions.

Telle est ma profession de foi : s'il existe des patriotes qui redoutent de se montrer en face, je ne suis point de ce nombre. Ennemis de la liberté, apprenez que je ne suis pas comme vous, ni assez lâche, ni assez coupable pour m'envelopper du voile de l'anonyme.

Vous, Monsieur, qui me paroissez être de ces patriotes sur lesquels on doit se modeler, j'espère que vous voudrez bien rendre ma lettre publique, & prouver par-là qu'un vrai démocrate qui a la conscience pure, ne doit pas souffrir le plus léger reproche ; j'attends cette publication de votre honté & de votre justice. Je suis, &c.

OGIER,

Secrétaire des membres de la société des amis de la constitution de la ville d'Artois.